JUIN 2022

Journal d'informations syndicales

SYNDICAT NATIONAL Solidaires Finances Publiques 42 Section de la Loire

Compte Rendu Réunion informelle Mouvement local de Mutation du 21/06/2022

Dans un premier temps, on nous a présenté le contexte de cette réunion et de ce mouvement local de mutation :
-Suite à la loi de transformation de la fonction publique, plus de CAPL mais une réunion informelle
-Volonté de la Direction Générale d'avoir une instance de dialogue social
-Volonté de la Direction Locale de concilier au maximum l'intérêt de l'agent et les besoins de l'Administration

Cette réunion s'est tenue au départ sans le Directeur Départemental. Nous voulions qu'il soit présent afin qu'il assume et nous explique ses décisions de gestion (en gros, des blocages de mutation de certains collègues, des entorses à la règle de l'ancienneté…) face aux représentants du personnel ainsi que d'expliquer pourquoi certains documents n'ont pas été donnés comme il s'y était engagé à son arrivée dans la Loire.
Suite à de nombreuses interventions de Solidaires Finances Publiques, le directeur, est venu, expliquer ses choix de gestion et écouter nos défenses avant de repartir participer à une autre réunion.
Pour Solidaires Finances Publiques, le dialogue social est indispensable et nous voulions que le DDFIP soit présent afin qu'il puisse connaître l'ensemble de nos arguments au niveau de la défense des dossiers et prendre une décision en connaissant l'ensemble des éléments.

Suite à cette réunion informelle, 2 dossiers restent en attente de décision, 2 dossiers défendus par notre délégation.

Ce mouvement de mutation se déroule dans un contexte général dégradé :
-déficit d'attractivité de la DGFIP et de toute la fonction publique
-aucune demande en attente de titulaires en national pour la Loire
-vacances d'emplois très importantes en C / B et A+ dans la Loire

Le DDFIP nous a confirmé l'information que nos bureaux nationaux avaient reçu de la Direction Générale le 3 juin. La DDFIP 42 va procéder au titre de l'année 2022 au recrutement de nombreux contractuels afin de tenter de « boucher les trous » :
-1 C technique
-2 C administratifs
-12 B

Nous ne sommes pas contre les contractuels, mais contre ce mode recrutement qui offre malheureusement beaucoup de précarités.
De plus, un contractuel peut occuper un poste 6 ans (contrat de 3 ans maximum renouvelable 1 fois) ce qui implique que les titulaires ne pourront pas obtenir ce poste.

Le DDFIP nous a également indiqué que le SNE avait un retard dans la livraison des outils informatiques de plus d'une année et que c'est la raison pour laquelle des postes sont gelés pour ce mouvement sur ce service.

CHIFFRES CLES DU MOUVEMENT A:

-147 emplois implantés au TAGERFIP avec un effectif réel de 149 agents
-1 A stagiaire qui n'arrive finalement pas
-10 arrivées extérieures
-23 demandes de mutation en interne
-2 retours de disponibilité
-26 emplois non pourvus avant mouvement et 14 ALD
-11 emplois non pourvus après mouvement et 5 ALD
-pas de demande en EDR
-1 agent a obtenu satisfaction dans le cadre du NRP
-5 agents sont maintenus ALD
-2 agents sont détachés (dont 1 maintien)

La direction nous a expliqué avoir eu de nombreuses difficultés afin d'établir ce mouvement :
-Fermeture du SIP de Firminy qui part à St Chamond (situation créée par la direction avec comme origine les fameuses restructurations NRP)
-Difficulté au SIP Nord
-Difficultés des trésoreries de St Etienne Municipale et St Etienne CHU

La direction a fait des choix de gestion :

-un agent bloqué dans un SIP.
-levée de délai de séjour de 2 agents
-proposition de détachement pour un agent
-maintien d'un agent en tant qu'EDR
-2 gels de poste au SNE

Au terme de ce mouvement, les vacances d'emplois sont les suivantes :

-2 EDR
-1 au SIP de Roanne
-1 au SIP de FIRMINY
-1 a PCE Sud + 1 stagiaire affecté
-1 au PCE Nord
-1 à la BDV de St Etienne + 1 stagiaire
-1 à la BDV de Montbrison
-2 au SNE (décision de gestion par la centrale de ne pas pourvoir les postes)
-1 à la pairie Départementale

CHIFFRES CLES DU MOUVEMENT B:

-385 emplois implantés au TAGERFIP avec un effectif réel de 368 agents
-2 agents ont renoncé à leur mutation dans la Loire
-12 arrivées extérieures
-46 demandes de mutation en interne
-24 emplois non pourvus après mouvement et 3 ALD
-13 agents ont obtenu satisfaction dans le cadre du NRP
-2 agents sont maintenus ALD
-3 agents sont détachés

La direction nous a expliqué avoir eu de nombreuses difficultés afin d'établir ce mouvement :

-Fermeture du SIE de Firminy qui part à St Etienne (nouvelle illustration des difficultés créées par le NRP)
-Antenne du SPFE à Montbrison : les agents pourront bénéficier en 2023 de priorités dans le cadre du mouvement de mutation suite à restructurations. La direction nous a informé de la possible fin de cette antenne qui « n'était ni pérenne ni limitée dans le temps ».
Nous avions malheureusement raison depuis le début, la direction a donc décidé de peut-être mettre fin à cette antenne. Les élus de Solidaires sont remontés vivement contre cette décision unilatérale. Encore une fois, la direction fait comme cela l'arrange. Le problème, c'est que cela a un impact sur les collègues de cette antenne qui ne savent plus quoi croire.
-Problèmes au SIP Sud / Sip Firminy et au SPFE de St Etienne
-Problème à la trésorerie de St Chamond. La direction nous a annoncé qu'elle allait procéder au recrutement de 2 contractuels B

La direction a fait des choix de gestion :

-un agent bloqué au SPFE de St Etienne avec pour conséquence le gel d'un poste au SPFE de St Etienne
-1 détachement afin de gérer le problème d'effectif au SIP de Firminy
-1 différé d'installation afin de gérer le problème d'effectif au SIP de Firminy
-1 levée de délai de séjour
-1 poste gelé au SIP de Montbrison
-1 poste gelé au SIP de Roanne
-1 poste gelé au SIE de St Etienne

Au terme de ce mouvement, les vacances d'emplois sont les suivantes :

-2 à la Direction
-2 EDR
-2 au SIP Sud
-1 au SIP de Montbrison
-1 au SIP de Roanne
-3 au SIP de FIRMINY
-1 au SIE de St Etienne
-2 au SPFE de St Etienne
-1 à la paierie Départementale
-5 au SNE
- 2 à la Trésorerie Gier Ondaine CH
-2 à la trésorerie de St Etienne CHU
-1 à la trésorerie de St Etienne Municipale
-1 surnombre à la trésorerie de St Just St Rambert

La direction nous a indiqué qu'il y avait 22 postes non pourvus (en réalité 25 + 1 surnombre + 12 recrutements de contractuels).

CHIFFRES CLES DU MOUVEMENT C:

-243 emplois implantés au TAGERFIP avec un effectif réel de 215 agents
-25 stagiaires de prévus
-1 renoncement
-2 doubles lauréats affectés actuellement au SIP Sud et au SIP de St Chamond qui rejoindront l'ENFIP le 1er octobre
-2 contractuels administratifs recrutés en 2022
-3 arrivées extérieures
-13 demandes de mutation en interne
-32 emplois non pourvus après mouvement et 1 ALD / 2 contractuels et 22 stagiaires.
-5 agents ont obtenu satisfaction dans le cadre du NRP
-1 agent est maintenu ALD

La direction nous a expliqué que ce mouvement des titulaires avait été le plus facile à gérer car les vacances d'emplois sont énormes avant l'arrivée des stagiaires :

-1 décision de gestion afin de tenir compte de la situation personnelle d'un agent
-ils ont décidé de faire le maximum d'apport sur Roanne afin de tenir compte de situations personnelles compliquées au détriment des autres résidences

Au terme de ce mouvement, les vacances d'emplois sont les suivantes :

-1 à la Direction
-6 au SIP Nord
-3 au SIP Sud
-2 au SIP de St Chamond
-2 au SIP de Montbrison
-4 au SIP de Roanne
-2 au SIP de Firminy
-1 au SIE de St Etienne
-1 au SIE de Roanne
-1 au SPFE de Roanne
-4 au SNE
-1 à la Paierie départementale
-1 à la Trésorerie St Etienne Banlieue Amendes
-2 à la trésorerie de St Etienne municipale
-2 au SGC Loire Nord
-1 surnombre à la trésorerie de Charlieu

La direction nous a indiqué qu'il y avait 32 postes non pourvus (en réalité 33 + 1 surnombre + 2 recrutements de contractuels + 22 stagiaires).

Tous les collègues qui nous ont confiés la défense de leur dossier ont été avertis personnellement.
La direction locale va publier sur Ulysse le mouvement d'ici la fin de semaine.
N'hésitez pas à nous contacter.

Solidairement

Christine CAMBRAY
Grégory PROTIERE
Rémy ALEMAN